



Partager

SPECIAL COVID-19 24 AVRIL 2020

Bulletin des équipes CCFD-terre solidaire de Buc, Les Loges, Jouy, Vélizy, Viroflay

COVID-19 : UNE TERRE SOLIDAIRE POUR TOUS

Le virus ne connaît pas de frontières. Aujourd'hui nous menons un combat international.

Face à la pandémie, le CCFD-Terre Solidaire est plus que jamais mobilisé aux côtés de ses partenaires. Du Brésil à Gaza, de Birmanie à l'Afrique du Sud, comment vivent-ils la crise sanitaire et ses impacts ? Peuvent-ils continuer leurs activités ?



En effet, l'association est particulièrement attentive aux pays qui n'ont pas les moyens de soigner leurs populations (grande fragilité des systèmes de santé, absence de matériel de réanimation pour les cas graves, enclavement de certaines zones...), et où les mesures préventives sont délicates à mettre en œuvre.

Ce sont autant de facteurs qui pourraient concourir à des impacts dévastateurs.

Si des mesures partielles peuvent être prises, un confinement total, tel que nous le connaissons chez nous est difficilement imaginable. Dans de nombreux pays, les populations les plus défavorisées ne peuvent "rester chez elles". Pour nourrir leurs familles, elles doivent sortir travailler chaque jour, compte tenu du poids du secteur informel dans l'économie. Les difficultés alimentaires vont être accrues par l'impact de la crise sur le commerce international.

Les partenaires soutenus par le CCFD-Terre Solidaire font tout pour maintenir leur accompagnement auprès des communautés locales et associations paysannes. Ils continuent malgré les conditions difficiles à rester au contact des populations les plus fragiles qui seront probablement les principales victimes de la pandémie, de ses impacts économiques et les grandes oubliées des mesures qui seront prises par les Etats.

Depuis le début de la crise, les équipes du CCFD-Terre Solidaire sont en lien permanent avec eux afin de suivre l'évolution de la situation dans leur pays et les premiers impacts de la pandémie sur leurs actions de lutte contre les inégalités et de promotion d'alternatives écologiques et sociales.

A ce jour, en milieu rural, les actions mises en place par nos partenaires, dans ce contexte de pandémie, se concentrent sur deux axes :

1. Information et sensibilisation sur la pandémie des populations notamment rurales,
2. Accompagnement des paysannes au maintien des activités agricoles.

Ces activités sont cruciales pour que les populations puissent continuer à se nourrir.

- **En Haïti, par exemple, l'association ITECA** (association d'appui aux mouvements paysans et de soutien à l'agriculture locale), a choisi d'utiliser sa radio communautaire Ti Boukan FM pour informer et sensibiliser les communautés paysannes, isolées, sur la pandémie et les mesures d'hygiène à suivre.
- **En Argentine**, où la quarantaine a été déclarée obligatoire pour toute la population depuis le 20 mars, l'association **INCUPO** (association spécialisée dans les programmes de formation, promotion et organisation communautaire) publie des messages de prévention pour les peuples indigènes et s'organise avec les familles paysannes pour qu'elles puissent maintenir les marchés locaux.
- **En République Démocratique du Congo**, l'association **UWAKI** (fédération de groupements de femmes paysannes du Nord-Kivu) mène, auprès de femmes paysannes, un double travail : celui de vulgarisation et d'information sur les modalités de propagation du virus et celui crucial de préparation de la saison agricole.

Responsable du service Afrique au sein du CCFD-Terre Solidaire, **Isabelle Manimben** entrevoit déjà une multitude de crises auxquels les pays africains vont être confrontés :

“Face à cette pandémie qui nous touche, tous les pays ne sont pas égaux dans leur capacité de réponse. Il est évident que les pays africains seront particulièrement impactés. Ils devront non seulement gérer la propagation de l'épidémie malgré la grande fragilité de leurs systèmes de santé, mais aussi faire face aux conséquences de la crise économique mondiale dans des contextes politiques tendus. Ce sera dramatique pour les populations les plus fragiles.”

Retrouvez nos partenaires sur

<https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/covid-19/>.

Pour les soutenir, plus que jamais, le CCFD-Terre Solidaire appelle à la solidarité internationale et à la générosité de tous.

« LES LEGUMES POURRISSENT DANS LES CHAMPS ALORS QU'EN VILLE, ON SOUFFRE DE LA FAIM »

Marchés fermés, difficultés pour nourrir le bétail, mesures de protection inexistantes, répression brutale des autorités... le monde rural subit de plein fouet la pandémie de Covid-19. Et craint de voir la faim augmenter rapidement dans les villes.



Lors de la journée internationale des luttes paysannes le 17 avril, notre partenaire La Via Campesina a alerté sur les effets de la crise et appelé à la solidarité internationale.

#RestezChezVousMaisPasEnSilence

Forte de quelque **150 groupes** dans près de **70 pays**, La Via Campesina s'est affirmée au fil des ans comme une actrice essentielle du **monde agricole**.

Elle porte désormais haut et fort **la voix des petits paysans** auprès des instances internationales.

Pour en savoir plus :

<https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/covid-19/coronavirus-et-luttes-6592>

G20 : UN MORATOIRE SUR LA DETTE DES PAYS PAUVRES NE SERA PAS SUFFISANT



La France a annoncé mardi 14 avril un accord pour suspendre une partie des paiements de la dette pour l'année 2020 de 77 des pays les plus pauvres du monde, obtenu dans le cadre du Club de Paris et du G20.

Pour les organisations de la Plateforme Dette et Développement, un tel accord peut donner une bouffée d'air aux pays concernés mais reste bien insuffisant. De véritables annulations des dettes sont nécessaires pour permettre aux pays du Sud de faire face à la crise.

Cet accord permettra de libérer 12 milliards de dollars dans les pays pauvres cette année, bien nécessaires pour leur permettre de faire face à la crise de Covid-19.

Toutefois, un simple moratoire ne fait que reporter le problème et l'aggraver.

“Les dettes n'étant pas annulées, les remboursements attendus en 2020 seront toujours dus en 2021 et majorés des intérêts accumulés sur la période : la dette sera d'autant plus insoutenable en 2021.”
(Fanny Gallois, coordinatrice de la Plateforme Dette et Développement).

La France a également annoncé un accord sur un moratoire de la part des créanciers privés, équivalent à 8 milliards de dollars. Cependant, une simple suspension de ces dettes est également insuffisante : il est indispensable de s'assurer que les ressources libérées par le moratoire accordé par les créanciers publics ne soient pas détournées pour rembourser les créanciers privés. En particulier, le Royaume Uni et New York doivent légiférer pour prévenir toute poursuite contre un pays qui serait menacé pour avoir suspendu ses remboursements pendant la crise.

La France a enfin annoncé que pour des cas d'insoutenabilité de la dette, des annulations pourrait être accordées, au cas par cas et dans un cadre multilatéral. Pour ces cas d'insoutenabilité qui ne manqueront malheureusement pas de se présenter, le seul cadre multilatéral qui existe à ce jour pour procéder à ce type d'annulations, est celui du Club de Paris, un club de créanciers dont ni la Chine, ni les créanciers privés ne sont membres, et où les restructurations passées n'ont pour l'heure pas permis de prévenir un ré endettement insoutenable des pays.

“Alors que les crises de la dette risquent de menacer durablement les Etats du Sud, la création d'un mécanisme onusien international de restructuration des dettes, rassemblant l'ensemble des prêteurs, publics et privés, transparent et équitable est plus que jamais nécessaire pour décider des annulations de dettes lorsque celles-ci s'imposent, comme c'est ici le cas.”

(Lison Rehbinder, chargée de plaider au CCFD-Terre Solidaire).

Plus de 200 organisations de la société civile du monde entier ont lancé un appel à un jubilé 2020 de la dette, pour permettre aux pays du Sud de faire face aux crises sanitaires, sociales, et économiques déclenchées par le COVID. Le Pape, lui aussi, lors de son intervention du dimanche de Pâques, a proposé “de réduire” voire “d'annuler” la dette des pays pauvres.

Pour vous tenir informés de l'actualité dans les pays du sud

Rendez-vous sur le site du CCFD-Terre Solidaire :

<https://ccfd-terresolidaire.org/>